

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELECTRICITE DE STRASBOURG

5 rue Ampère
67450 MUNDOLSHEIM

Code AIOT : 0006702583

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement ELECTRICITE DE STRASBOURG implanté 5 rue Ampère - 67450 MUNDOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 20/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTRICITE DE STRASBOURG
- 5 rue Ampère - 67450 MUNDOLSHEIM
- Code AIOT : 0006702583
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre opérationnel de Mundolsheim a été créé dans le but d'exploiter et d'entretenir le réseau de distribution de l'électricité. Pour ce faire, il dispose d'un atelier de maintenance des transformateurs relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1180-3. Les installations comprennent également un atelier mécanique relevant du régime déclaratif au titre de la rubrique 2560-2. L'exploitation du site de Mundolsheim est autorisée par arrêté préfectoral du 29/06/2006.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Définition des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 14	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Elimination et décontamination transfo PCB	AP de Mise en Demeure du 06/12/2018, article 1	Sans objet
2	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 9.2.4	Sans objet
4	Détection et alarme incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 16.1	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 16.2	Sans objet
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a révélé une non-conformité concernant la signalisation des zones de risque incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Elimination et décontamination transfo PCB

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/12/2018, article 1
Thèmes : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La société est mise en demeure de faire éliminer ou décontaminer sous neuf mois les appareils susvisés [...]
Constats : L'exploitant a fait éliminer 916 transformateurs contenant des PCB à une concentration supérieure à 50 ppm et les a encodés dans la base SINOE. Le dernier certificat de destruction, présenté à l'inspection, date du 15/12/2023. Par ailleurs, par courrier du 17/05/2024, l'exploitant a notifié la cessation d'activité pour la rubrique 2792-1 liée à l'activité d'installation de transit, tri, regroupement de déchets contenant

des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. La mise en sécurité de cette installation a été planifiée en 2024 et sera validée par une ATTES SECUR réalisée par un bureau d'études spécialisé.

A l'heure actuelle, il reste une cuve de 20 m³ ayant contenu des PCB à inerter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra l'ATTES SECUR à la DREAL une fois qu'elle aura été validée.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 9.2.4

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont équipées d'une surface de rétention permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 2800 m³. Les organes de commande [...] doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure de blocage du réseau d'assainissement qu'il a présenté à l'inspection. Ces moyens de blocage comprennent 5 obturateurs pneumatiques permettant de retenir les liquides d'évacuation juste avant leur rejet dans le collecteur privé de CORA qui se déverse ensuite dans le ruisseau "La Souffel".

Chaque obturateur peut être gonflé ou dégonflé à partir d'une armoire de commande dont le mode d'emploi est affiché à l'intérieur.

L'exploitant déclare que le système d'obturation est testé chaque année.

Par ailleurs, le volume de rétention, composé du volume des canalisations obturées ainsi que du volume formé par le dénivelé de la voirie, est estimé à 2800 m³.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Définition des zones de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 14

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine les zones de risque incendie [...] de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Ces risques sont signalés.

Constats :

Le jour de l'inspection, le plan de localisation des risques n'a pas pu être présenté.

Ce dernier a été communiqué à la DREAL par courriel en date du 10/09/2025. Il n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Par contre, ces risques ne sont pas signalés aux abords des locaux concernés.

Type de suite proposée : Avec suites

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 15 jours

N° 4 : Détection et alarme incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 16.1

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux comportant des risques d'incendie [...] sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce [...] d'un sinistre.

Constats :

Les locaux comportant des risques d'incendie sont équipés de détecteurs de fumée. Ensuite, le report de signalisation des détecteurs déclenchés ou des déclencheurs manuels d'alarme sonore (type boîtiers rouges "bris de glace") se fait sur la centrale incendie. Cette dernière émet alors un signal sonore et lumineux et indique la zone géographique concernée.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 16.2

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques [...]. Ces ressources comprennent six poteaux incendie normalisés, situés à moins de 200 m des installations.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare que le site est équipé de 5 poteaux incendie, et non 6. A la suite de l'inspection, et après vérification sur leurs plans et site, il s'avère que le site est bien équipé d'un sixième poteau incendie situé dans l'espace public, à moins de 200 m du site.

L'exploitant doit veiller à inclure ce 6ème poteau dans la vérification périodique effectuée chaque année ou bien il doit s'assurer que la vérification a été faite.

La dernière vérification périodique des 5 poteaux incendie date du 26/01/2024.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...] Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte [...]- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation [...]- les plans de situation des réseaux de collecte, [...]- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie [...]- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.
Constats : Le plan de défense incendie a été présenté. Il comprend bien les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte ;- l'organisation de la première intervention de de l'évacuation ;- les plans de situation des réseaux de collecte ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 7 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 01/07/2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
Constats : L'exploitant organise tous les 3 ans des formations de lutte contre le feu. Ces formations sont destinées aux équipiers de première intervention et aux responsables d'évacuation. Par ailleurs, chaque année un exercice est organisé. Les compte-rendus des exercices du 15/04/2024 et du 22/05/2025 ont été présentés à l'inspection et n'appellent pas de remarque particulière.
Type de suite proposée : Sans suite